

**CAR Avenue Belux**

*Société par actions simplifiée*

Siège social:

L-5887 Alzingen,  
535, route de Thionville,

**CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ DU 30 DECEMBRE 2016**

**NUMÉRO Me Edouard DELOSCH 4501**

**NUMÉRO Me Karine REUTER 3230**

L'an deux mil seize, le trente décembre.

Pardevant Maître **Edouard DELOSCH**, notaire de résidence à Luxembourg, agissant tant en son nom propre qu'en qualité de remplaçant de son collègue empêché Maître **Karine REUTER**, notaire de résidence à Luxembourg. Le dernier nommé reste dépositaire de la présente minute.

A comparu:

Monsieur **Stéphane BAILLY**, dirigeant de société, né à Metz (France), le 12 mars 1973, demeurant à L-3396 Roeser, 10A, Rue de l'Alzette,

ici représentée par Monsieur **Damien BARBOSA**, employé, demeurant professionnellement à L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, aux termes de la capacité avec laquelle il agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée qu'il déclare constituer.

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est établi, entre les personnes actuellement associés et toutes celles qui en deviendront associés par la suite, une société par actions simplifiée qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts (la «**Société**»).

La Société adopte la dénomination de « CAR Avenue Belux ».

**Art. 2.** Le siège social est établi dans la commune d'Hespérange.

Par simple décision du président, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs ou d'exploitation aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 3.** La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, et notamment le développement ainsi que l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en

valeur de ceux-ci et de tous autres droits se rattachant à ces brevets et licences ou pouvant les compléter, de même que l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant en toutes monnaies, par voie d'émission et d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent.

La société aura encore pour objet la gestion, la location, la promotion et la mise en valeur d'immeubles, ceci pour son compte propre. Elle pourra encore, dans le cadre de cette activité, accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagement en faveur de tiers.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles à l'accomplissement de son objet.

**Art. 4.** La durée de la Société est illimitée.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trente mille euros (30.000,- EUR), représenté par trois cents (300) actions rachetables d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, intégralement libérées.

**Art. 6. - Capital autorisé** - Le capital autorisé, incluant le capital social, est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000), consistant en cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale de 100 euros (100) chacune. Durant une période de cinq (5) ans à compter de la date de constitution ou de toute résolution ultérieure visant à créer, renouveler ou augmenter le capital autorisé en vertu du présent article, le Président est par la présente autorisé à (i) émettre des actions, (ii) à octroyer des options de souscription d'actions ou (iii) à émettre d'autres instruments convertibles en actions dans les limites du capital autorisé à ces personnes et aux conditions que le Président juge appropriées, excepté par voie d'offre publique, et notamment de procéder à cette émission sans réserver un droit préférentiel de souscription aux actions émises pour les actionnaires existants ou, si le Président décide de réserver ce droit préférentiel, d'avoir une deuxième inscription entière de droit préférentiel.

Une telle autorisation peut être renouvelée par résolution de l'assemblée des actionnaires adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts, chaque fois pour une période n'excédant pas cinq (5) ans.

Le capital autorisé de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'assemblée des actionnaires adoptée de la manière requise pour une modification des présents statuts.

**Art. 7.** Les actions sont indivisibles vis-à-vis de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires

d'une action, ceux-ci seront tenus de désigner un mandataire commun pour exercer leurs droits à l'égard de la Société.

**Art. 8..** La cession ou transmission entre vifs ou pour cause de mort est sujette à l'agrément des associés donné en assemblée générale par une décision adoptée par au moins 50% (cinquante pour cent) des votes exprimés et par au moins 50% (cinquante pour cent) du nombre des associés de la Société, quelle que soit la portion du capital présente ou représentée.

La demande d'agrément, qui est notifiée par le cédant à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception, doit énoncer les nom, prénom, et adresse du cessionnaire et le nombre des actions dont la cession est envisagée.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, le président est tenu, dans le délai d'un mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un acquéreur agréé par l'assemblée générale, soit par la Société elle-même dans le respect des dispositions légales applicables.

En toute hypothèse les associés restants ont un droit de préemption qu'ils doivent exercer endéans les trente jours de la notification du conseil d'administration du refus d'agrément du cessionnaire.

En cas de désaccord entre parties sur le prix, celui-ci sera tranché par un arbitre désigné d'un commun accord par les parties et statuant suivant les règles du code civil.

**Art. 9.** Le capital social pourra être augmenté ou réduit en vertu d'une décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications des statuts. L'assemblée générale qui décidera de l'augmentation ou de la réduction de capital fixera toutes les conditions, délais et formalités ainsi que le montant et les époques des versements à effectuer sur les nouvelles actions.

**Art. 10.** Les actions sont et restent nominatives.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le registre des actions nominatives tenu au siège social.

La cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le même registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou leur mandataire ou de toute autre façon admise par la loi.

**Art. 11.** Les héritiers, légataires, créanciers ou ayants droit d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans l'administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans, aux comptes de profits et pertes et aux décisions de l'assemblée générale.

**Art. 12. - Président -**

La Société est dirigée par un Président, pour une durée limitée ou non, nommé par décision collective des associés. Le Président peut résilier ses

fonctions et être révoqué par les associés à tout moment statuant dans les conditions prévues par les statuts.

Le Président provoque les décisions collectives des associés et les exécute. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables et constituer tous mandataires spéciaux et temporaires.

#### **- Directeur Général -**

Les associés peuvent nommer à la majorité simple un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales.

Les pouvoirs du Directeur Général, la durée de ses fonctions et sa rémunération sont déterminés par le Président. Le Directeur Général peut résilier ses fonctions et être révoqué sur proposition d'associés détenteurs d'au moins 30% du capital de la Société.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur Général en fonction conserve ses fonctions et attributions.

Le Directeur Général dispose, à l'égard de la Société, des mêmes pouvoirs que le Président. Il ne peut représenter la Société vis-à-vis des tiers.

#### **Art. 13. Décisions collectives**

Les décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital, de fusion, scission ou dissolution, de modification des Statuts, d'apport partiel d'actif, de vente de fonds de commerce de la Société, de dissolution, de nomination des commissaires aux comptes, d'approbation des comptes annuels et affectation du résultat, modification, adoption ou suppression de clauses statutaires relatives à la transmission des actions et à l'exclusion d'un associé, nomination et révocation du Président, augmentation de l'engagement social d'un associé notamment en cas de transformation de la Société en société en nom collectif ou en commandite, sont prises collectivement par les associés aux conditions de quorum prévues par la loi, avec délégation de pouvoir le cas échéant du Président selon ce qui est prévu par la loi et/ou les Statuts et/ou chaque décision collective.

Les décisions suivantes sont prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des voix : approbation des comptes annuels et affectation des résultats ; nomination des commissaires aux comptes ; dissolution et liquidation de la Société ; augmentation et réduction du capital; fusion, scission et apport partiel d'actif; transformation en société d'une autre forme, agrément des cessions d'actions; exclusion d'un associé.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

**Art. 14.** Tout associé peut demander la réunion d'une assemblée générale. Au choix du Président, les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance. Elles peuvent s'exprimer dans un acte

signé par tous les associés ou par consultation écrite. Tous moyens de communication peuvent être utilisés : écrit, lettre, fax, télex et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé ou décisions dans un délai d'un mois.

L'assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite par tous moyens quinze jours avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associés.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai. L'assemblée est présidée par le Président de la Société. A défaut, elle élit son président de séance. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le président de séance et le secrétaire.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de trois jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'associé n'ayant pas répondu dans le délai de quinze jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions. Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque associé.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire associé ou conjoint. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le Président et le secrétaire de l'assemblée.

**Art. 15.** Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la signature individuelle du Président, ou par les signatures de toute personne à qui un pouvoir de signature aura été délégué par le Président, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 16.** Le Président ou une personne désignée par lui, soit en son sein, soit en dehors de celui-ci, représente la Société dans toutes actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant.

**Art. 17.** L'assemblée générale se réunit au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans les convocations.

L'assemblée générale se réunit chaque année le troisième vendredi du mois de mai à 10.00 heures ou, si ce jour est un jour férié légal, le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale ordinaire entend le rapport de gestion et le rapport du commissaire aux comptes; elle discute et approuve les comptes annuels; elle réélit ou remplace le Président et le commissaire dont les mandats viennent à expiration; elle délibère sur tous autres points figurant à son ordre du jour.

En plus, des assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées toutes les fois que l'intérêt de la Société l'exige. De telles assemblées générales extraordinaires doivent être convoquées lorsque des associés représentant le cinquième du capital social le demandent. Les convocations sont à faire dans les délais fixés par la loi par lettre, télécopie ou tout autre procédé de transmission électronique avec confirmation de réception.

Si tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocations préalables.

**Art. 18.** Sous réserve des restrictions imposées par la loi, chaque action donne droit à une voix.

**Art. 19.** Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, notamment par télécopie un mandataire, lequel doit être associé lui-même. Les copropriétaires doivent se faire représenter par une seule personne.

Le Président peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales.

**Art. 20.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de l'année suivante.

Le Président remet les comptes annuels de la Société avec un rapport de gestion de la Société, un mois au moins avant la date de l'assemblée générale ordinaire, au commissaire, qui doit faire son rapport sur ces documents.

Quinze jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, les documents énumérés par la loi sont déposés au siège social, à la disposition des associés.

L'assemblée statue sur l'adoption des comptes annuels. Après adoption des comptes annuels elle se prononce, par un vote spécial, sur la décharge à donner aux administrateurs.

**Art. 21.** Sur le bénéfice net annuel il est prélevé cinq pour cent au moins pour être affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint le dixième du capital social souscrit, mais reprendra du moment que ce dixième est entamé.

Le solde éventuel est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur proposition du Président, en déterminera l'affectation.

Le Président peut procéder à un versement d'acomptes sur dividende dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Les dividendes sont payables aux époques et aux endroits fixés par le Président.

**Art. 22.** La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

**Art. 23.** En cas de dissolution de la Société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs. A défaut par l'assemblée générale de le faire, le Président en fonction lors de la dissolution de la Société sera, de plein droit, liquidateur; il aura les pouvoirs les plus étendus.

La nomination du ou des liquidateurs met fin au pouvoir du Président, mais l'assemblée générale conserve tous ses droits pendant la période de liquidation, notamment celui de modifier les pouvoirs du ou des liquidateurs. L'assemblée générale déterminera leurs émoluments.

**Art. 24.** Après la réalisation de l'actif et le paiement de la totalité des dettes et engagements de la Société, le solde net de l'actif sera réparti entre les associés.

**Art. 25.** Les parties déclarent se soumettre à toutes les dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures (la «Loi»). En conséquence, toutes les dispositions de celles-ci sont censées faire partie intégrante des présents statuts, sauf là où ceux-ci en disposent autrement de façon expresse.

#### **Souscription et libération**

La partie comparante préqualifiée déclare souscrire l'intégralité des trois cents (300) actions.

Toutes ces parts sociales ont été immédiatement et entièrement libérées par versements en espèces, de sorte que la somme de trente mille euros (30.000,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

#### **Dispositions Transitoires**

Le premier exercice social commence aujourd'hui et se termine le 31 décembre 2017.

#### **Evaluation ses frais**

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement mille trois cents euros (1.300,- EUR) euros.

#### **Assemblée Générale Constitutive**

Après que les Statuts aient été ainsi rédigés, la partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a pris les décisions suivantes :

1. Est nommé président pour une durée indéterminée :
  - « **Car Avenue S.à r.l.** », ayant son siège social à L-3396 Roeser, 10A Rue de l'Alzette inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 155.477, avec comme représentant permanent Monsieur **Stéphane BAILLY**, dirigeant de société, né à Metz (France), le 12 mars 1973, demeurant à L-3396 Roeser, 10A, Rue de l'Alzette.
2. Est nommé directeur général pour une durée indéterminée :
  - Monsieur **Benjamin BAUQUIN**, secrétaire général, né à Guilhaierand (France), le 31 mars 1981, demeurant à F-57330 Volmerange les Mines (France), 14, rue Saint-Genest.
3. Est nommé commissaire aux comptes pour une durée indéterminée :
  - « **Zimmer & Partners S.A.** », ayant son siège social à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 151.507.
4. Le siège social de la Société est établi à L-5887 Alzingen, 535, route de Thionville.

#### Déclaration

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom usuel, état et résidence, il a signé ensemble avec Nous, notaire, la présente minute.

Signés :, D. BARBOSA, E. DELOSCH

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 02 janvier 2017

Relation : 2LAC/2017/108

Reçu soixante-quinze euros

75.-

Le receveur :A. MULLER

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 10 janvier 2017